

CAMP DES MILLES - RÉSISTER AUX EXTRÉMISMES IDENTITAIRES

En ces temps troublés...

Il faut se méfier des comparaisons historiques trop hâtives. Elles permettent souvent d'éviter de penser la singularité des situations présentes. Elles peuvent tenir lieu d'avertissement, allumer dans nos mémoires ces petits clignotants rouges à signification connue : danger à l'horizon. Mais elles ne servent à rien si l'on en vient à galvauder le sens des mots – le « CRS SS » du printemps 1968 – sinon à caricaturer une actualité qu'il faut pourtant déchiffrer pour mettre au jour ce qu'elle recèle de périls potentiels. C'est la leçon de ces pages consacrées au camp des Milles (Bouches-du-Rhône), qui fut, de 1939 à 1942, le plus grand camp d'internement et de déportation dans le sud-est de la France.

Aujourd'hui, dans toute l'Europe, à de rares exceptions près, une extrême droite nationaliste menace la stabilité de régimes démocratiques où, depuis la guerre, la vie politique était rythmée par l'alternance au pouvoir de formations de centre droit et de centre gauche. L'extrémisme s'installe dans le spectre politique. Il menace le projet européen. Il banalise, parfois, une forme de xénophobie. Il procède par slogans simplistes, à coups de vieux stéréotypes, cherchant des boucs émissaires aux pathologies de sociétés en proie à des bouleversements majeurs : mondialisation et révolution technologique permanente. Un parti comme le Front national français a une explication pour tout : l'étranger. Qu'il s'agisse du projet européen ou de l'immigration, c'est toujours « l'étranger » le coupable, qui exonère le pays de toute responsabilité dans ses difficultés.

Déjà vu ?

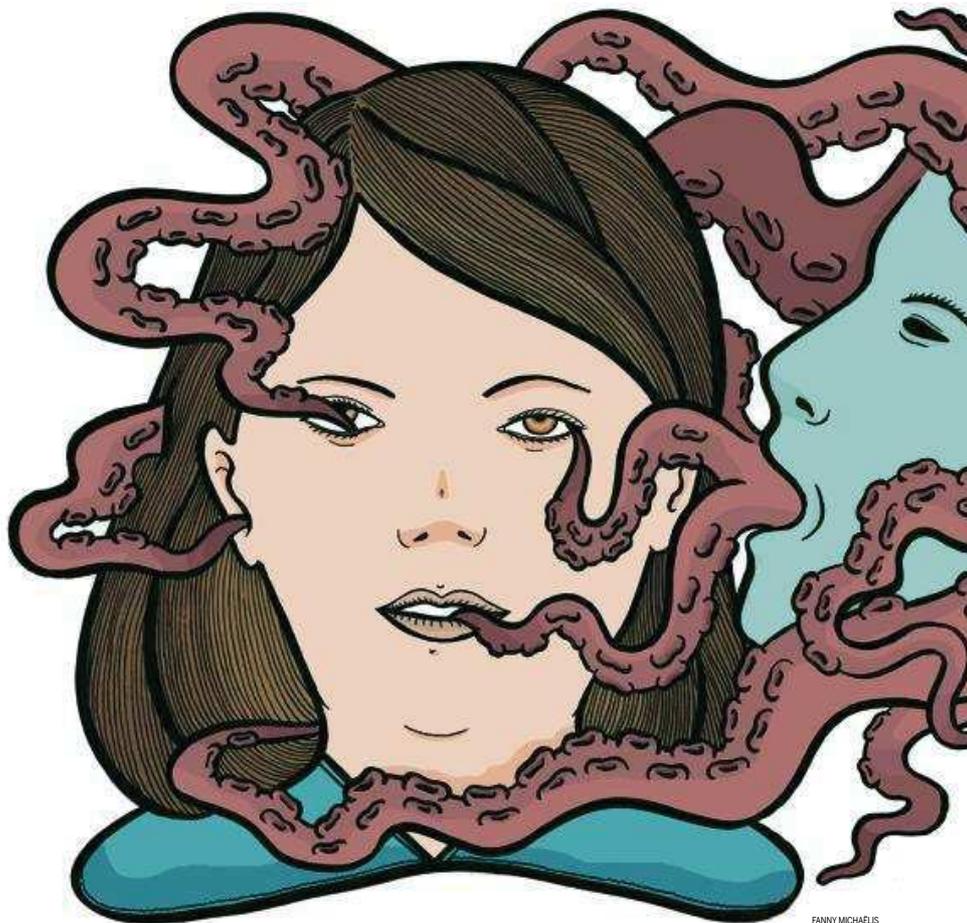
Les partis de gouvernement n'ont pas écouté, pris en compte le malheur de ceux qui, in fine, sont allés chercher refuge et réconfort dans l'extrémisme. Déjà vu ? On évoque la montée des nationalismes dans les années 1930. La situation stratégique n'a rien à voir. Les dangers sont très différents. L'Europe n'est pas menacée par une puissance comme l'Allemagne nazie. Aucun des pays du Vieux Continent n'est à proprement parler sous le coup d'une menace militaire existentielle – bien réel, le péril djihadiste est d'une autre nature.

Mais, dans la mécanique du bouc émissaire enclenchée par les partis extrémistes, dans le refuge identitaire qu'ils cultivent à plaisir, réside le danger d'un engrenage, connu et répertorié, qui peut mener à nouveau aux pires catastrophes. C'est ce que dit ici le sociologue Alain Chouraqui. Il faut l'entendre. Il a été de ceux qui se sont battus pour préserver le camp des Milles, où les autorités françaises de l'époque, dans des conditions inhumaines, ont interné nombre de ceux – 2 000 juifs notamment – qui furent ensuite envoyés dans les camps de la mort. Le camp des Milles est l'unique lieu d'internement datant de la guerre et préservé en l'état.

Comment éviter le retour de tragédies similaires ? S'interroger, dit Alain Chouraqui, sur les conditions de l'avènement du Mal, c'est insister, sans répit, sur l'importance de la démocratie. Dans sa médiocrité quotidienne souvent, avec sa laborieuse et fragile mécanique de pouvoirs et de contre-pouvoirs, d'institutions libres et s'imposant aux gouvernants, la démocratie est, avec l'étude de l'histoire, plus nécessaire que jamais en ces temps troublés. ■

ALAIN FRACHON

Ces pages ont été réalisées dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation du camp des Milles.



FANNY MICHAËLS

Les visites scolaires contre la banalisation du racisme

Sur le site-mémorial des Milles, élèves, collégiens et lycéens se confrontent à la réalité du camp et aux notions de résistance

REPORTAGE

AIX-EN-PROVENCE (BOUCHES-DU-RHÔNE) -
envoyé spécial

La poussière ocre de silice les prend à la gorge. Le froid humide qui règne éternellement entre les murs épais de l'ancienne tuilerie les fait frissonner. Et « la rivière de pissée et de merde » qu'évoque crûment Lionel Boulat, le médiateur et responsable de l'accueil du public qui les accompagne, finit de leur mettre le cœur au bord des lèvres. Dans les entrailles du camp des Milles, immense ensemble de bâtiments rouges posés dans la verdoyante campagne d'Aix-en-Provence, une trentaine de collégiens déambule dans ce qui fut le plus grand camp d'internement du sud-est de la France. Ils s'approchent ainsi de la réalité vécue par la dizaine de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants internés là de septembre 1939 à fin 1942.

D'anciens fours, où les détenus s'entassaient pour dormir, comme enterrés vivants, ont été volontairement conservés dans un état brut. Une dalle de béton a remplacé la terre battue, une lumière diffuse ponctue le parcours mais l'ensemble reste glacial, sombre. Sur les murs subsistent les vestiges dessinés de la vie quotidienne des détenus. Des graffitis, un palmier, l'enseigne du cabaret de fortune, Die Katakomben, créé par des artistes viennois et berlinois enfermés ici, pour masquer l'horreur derrière l'art. « Les prisonniers vivaient là comme des rats dans des égouts »,

insiste le médiateur. Chaque matin, le camp des Milles accueille entre 350 et 500 scolaires. En 2017, 40 000 élèves franchiront ses grilles. « Principalement des classes de CM2, 3^e et 1^{re}, pour qui l'étude de la montée des fascismes et de la seconde guerre mondiale constitue un pan important du programme », explique Lionel Boulat. Ce matin, trois classes de 3^e du collège Achille-Mauzan de Gap (Hautes-Alpes) sont sur place. « Cette visite est utile. Elle rend concrètes les notions du cours », estime Vincent Amouir, leur professeur d'histoire-

« Comment aurions-nous, comment auriez-vous réagi ? »

LIONEL BOULAT

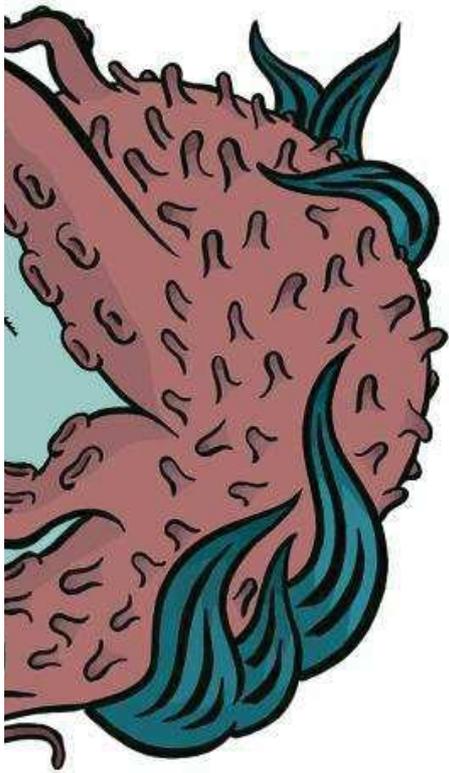
responsable de l'accueil du public

géographie. Depuis trois ans, avec son homologue Stéphane Hernandez, il conduit systématiquement ses classes aux Milles. « Et nous n'avons pas encore épuisé toutes les ressources pédagogiques du site », se félicite-t-il.

Sneakers aux pieds, smartphones dégainés, les collégiens gapençais sont des ados comme les autres. Tom, haut de survêtement de l'OM, pense qu'il va visiter « un camp de concentration ». Il fanfaronne un peu mais « espère ne pas trouver de chambres à gaz ». Althéa pose les bases abordées en classe : « Ce n'était pas un camp d'extermination mais d'internement et de déportation. Pour les juifs... mais pas seulement. » Classé

« sensible » sur l'échelle du plan Vigipirate renforcé, le site-mémorial du camp des Milles est entièrement cerné de barreaux. Des militaires en gardent l'accès. Dans le grand hall, où s'enchaînent les départs de classes, la 3^e de Vincent Amouir à droit à son briefing initial. Quelques règles tombent. La casquette, c'est non. Les chewing-gums, non plus. « Ici, des gens ont souffert. Il faut respecter le lieu », souligne Lionel Boulat. Sous sa veste, cet ancien entrepreneur porte le tee-shirt du site, frappé du slogan « Fais-le pour toi, résiste ! ». Doucement, il interpelle les élèves : « Ici, c'est un camp, un musée et un mémorial. Cela sert à quoi, un lieu comme celui-ci ? Cela sert à quoi, un cours d'histoire ? » « A ne pas refaire les mêmes choses », lâche timidement un grand gaillard. « Oui, reprend le médiateur. Et aussi à comprendre qu'il y a des gens comme vous, comme moi, qui ont fait des choses pas très jolies. »

« Le parcours se découpe en trois temps, déclinaire Cyprien Fonvielle, directeur des lieux depuis 2009. Historique, on pose les faits ; mémorial, on montre les conditions dans lesquelles vivaient les prisonniers ; réflexif, on se pose la question de comment on peut en arriver là et est-ce que cela peut arriver à nouveau. » Dans les longues salles introductives qui retracent l'arrivée des fascistes au pouvoir et l'instauration des lois racistes en Allemagne puis en France, Vincent Amouir répète l'essentiel : « Rappelez-vous cette parole raciste qui se libère, y compris dans les médias. Qu'est-ce qui va amener Hitler au pouvoir ? C'est la division de la gauche aux législatives. Il va profiter d'un



« Tout le monde ne sait pas ce qu'est la démocratie »

Pour Alain Chouraqui, président de la Fondation du camp des Milles, les crispations identitaires proviennent de la perte de repères

ENTRETIEN

Alain Chouraqui est directeur de recherche émérite au CNRS et président fondateur de la Fondation du camp des Milles. Il a dirigé plusieurs publications sur les grands enjeux sociétaux, notamment *Pour résister à l'engrenage des extrémismes, des racismes et de l'antisémitisme* (Cherche Midi, 2015) et *Petit manuel de survie démocratique* (Fondation du camp des Milles, gratuit).

Les partis d'extrême droite européens n'ont jamais été aussi influents depuis la seconde guerre mondiale. Peut-on dire, pour autant, qu'ils construisent leur succès sur le même terrain social ?

A nos yeux, il y a dans toute société des tensions récurrentes, légitimes ou pas : peur de l'autre, racismes, préjugés, opinions et intérêts divergents. Lorsque ces tensions sont trop fortes et que la démocratie est trop faible pour les canaliser s'enclenche un engrenage qui se nourrit puissamment de thèmes extrémistes identitaires. Lorsqu'elle devient centrale, cette dimension identitaire, légitime dans son principe, peut mener à la persécution de boucs émissaires et à la fin des libertés pour tous.

Hier comme aujourd'hui, ce qui semble commun aux extrémismes identitaires, ce sont deux éléments forts : la perte de repères et les crises économique, sociale, politique et morale.

Concrètement, comment cette perte de repères se traduit-elle ?

Par des interrogations majeures : qu'est-ce que la droite, la gauche ? La place de chacun dans la famille ? Le rôle de l'homme, de la femme ? L'avenir des enfants ? Quelle place pour la religion ? Quel métier demain ? Le contexte de plus en plus complexe, qui se caractérise par l'accélération des changements dus aux nouvelles technologies d'échange, conduit à une déstabilisation durable de repères fondamentaux.

Or, lorsque les individus sont déstabilisés, beaucoup d'entre eux – un tiers environ, aujourd'hui comme hier – cherchent des repères forts, qu'ils trouvent dans l'identitaire entendu de façon extrémiste. A défaut de voir se préciser son avenir de travailleur ou son rôle de père, une chose doit demeurer : son identité de Blanc, de musulman, de juif... Cette crispation identitaire conduit à des radicalisations en miroir.

A l'instar de nombreux populistes européens, Donald Trump ne cesse de revenir en arrière sur les propositions les plus extrêmes de son programme. Cette montée des populismes ne doit-elle pas être relativisée ?

L'histoire des grandes tragédies a montré que les apprentis sorciers ont toujours tactiquement soufflé le chaud et le froid. Les porteurs du pire n'ont pas toujours anticipé les conséquences ultimes de leurs excès, ni leur dépendance à l'égard des passions qu'ils ont flattées, vite immatrisables. C'est souvent l'engrenage des échecs et des actions et réactions, y compris de l'aile la plus dure, qui a conduit au pire.

Actuellement, la situation est si incertaine qu'il suffirait d'un battement d'ailes de papillon, une provocation, une rumeur, pour que tout bascule. Ce qui rend encore plus importante la responsabilité de chacun. Cela commence par aller voter, ne rien laisser passer dans une discussion ou sur Internet, tenter de convaincre son voisin...

Les candidats d'extrême droite, Norbert Hofer en Autriche et Geert Wilders aux Pays-Bas, pourtant favorisés dans les sondages, ont été battus lors des récentes élections. La montée des populistes européens a-t-elle atteint une limite ?

Je ne crois pas que l'on puisse parler en ces termes d'une vague de passions identitaires. Et d'ailleurs les sondages se sont aussi lourdement trompés dans l'autre sens.

La majorité d'une population est plus souvent passive qu'extrémiste, mais elle peut se laisser entraîner. Et elle se réveille parfois trop tard, parfois à temps. L'Autriche, pays qui n'est pas en crise économique, a ainsi hésité, sur la base de peurs identitaires, à élire un candidat d'extrême droite. Il est possible que la mise en garde de Gertrude, survivante de la Shoah, vue 3 millions de fois sur Internet, ait été ce battement d'ailes de papillon qui aura permis de vaincre l'extrémisme. On ne saura jamais quel a été son impact sur les électeurs, mais ce type de prise de parole peut être déterminant.

« La situation est si incertaine qu'il suffirait d'un battement d'ailes de papillon, une provocation, une rumeur, pour que tout bascule »

Selon vous, « les extrémismes nationaliste et islamiste se nourrissent l'un de l'autre et prennent en tenaille les sociétés européennes ». Comment desserrer cette tenaille ?

La première chose serait de faire à nouveau de la démocratie un repère fort. Cela passe par un travail d'éducation civique et de parole publique. Tout le monde ne sait pas ce qu'est la démocratie. Il faut rappeler d'où elle vient et aussi ce qu'elle n'est pas. Il ne faut pas que les travers de notre régime de liberté nous fassent oublier ce dont il nous protège. Deuxième point, faire en sorte que la majorité non extrémiste ne se laisse pas entraîner par la minorité vers une embarquée incontrôlable. Pour cela, il faut pouvoir donner à chacun les clés pour comprendre les expériences tragiques du passé, et, parmi ces clés, l'importance de contre-pouvoirs indépendants, de la justice, des médias, des organisations de la société civile. Enfin, desserrer la tenaille, c'est combattre l'idée qu'un extrémisme peut protéger de l'autre, alors qu'il fait son jeu. Pour qui pense-t-on que les djihadistes voteront aujourd'hui en Europe ?

La situation actuelle est parfois comparée à celle des années 1930. Qu'en pensez-vous ?

La question pour nous n'est pas de savoir si la situation actuelle est comparable aux années 1930, mais si tels mécanismes humains, à l'œuvre dans les pires expériences historiques, se sont encore aujourd'hui et jusqu'où ils peuvent nous mener. Ce que nos recherches nous montrent, c'est que s'est fortement enclenché un engrenage extrémiste identitaire.

Malgré tout, la France n'est pas menacée par des puissances militaires comme l'Allemagne nazie ou l'Italie fasciste...

Certes. Mais ce qu'il y a de comparable avec aujourd'hui, c'est la peur de l'ennemi, réel ou fantasmé. Dans les années 1930, la peur des juifs et des communistes a poussé un tiers des Allemands dans les bras d'Hitler, et cela a suffi. Actuellement, beaucoup se focalisent contre un autre ennemi, le terrorisme islamiste.

Un sursaut est-il envisageable ?

Tout est possible, y compris le meilleur. Après les attentats de Paris, en 2015, on aurait pu craindre que les choses s'enflamment. Or jusqu'à présent, nos compatriotes ont réagi avec beaucoup de résilience et de sang-froid. Mais les tensions et les pertes de repères sont profondes, anciennes et certainement durables. L'urgence est à une prise de conscience du danger vital pour notre démocratie et à un sursaut individuel et collectif contre un engrenage identitaire bien installé et toujours mortifère. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTOINE FLANDRIN

attentat pour prendre les pleins pouvoirs.» Crise économique, montée des partis xénophobes, crise des migrants, libération de la parole raciste, repli des démocraties... « Certains enchaînements résonnent fortement aujourd'hui », convient Cyprien Fonvielle. Aux élèves réunis autour de la maquette du camp, Lionel Boulart parle de la « déchéance de nationalité, dont François Hollande a reconnu qu'elle était une erreur ». Il évoque « les gens qui pensent que la Shoah est un détail de l'histoire. On appelle cela des révisionnistes ».

« Parler, c'est protéger »

Une fois, deux fois, six fois, il répète la même injonction : « Soyons vigilants. Plus on résiste en amont, plus c'est facile. Plus les processus avancent, plus c'est compliqué. » Devant la fenêtre d'où se sont jetées plusieurs femmes juives pour échapper aux cinq convois partis des Milles vers le camp de concentration d'Auschwitz, il se fait encore plus direct : « J'essaie de vous faire comprendre ce que vous auriez pu vivre à l'été 1942. Comment aurions-nous, comment auriez-vous réagi ? » Le message porte-t-il ? Dans la cour où les élèves ont sorti leur pique-nique, Maeva ne voit pas comment un scénario semblable pourrait la concerner aujourd'hui. Klaire – « Avec un K, parce que c'est flamand », précise-t-elle – abonde. « Encore qu'avec les attentats, tout est possible, enchaîne-t-elle... On se demande s'il y a encore une France. Les frontières sont ouvertes depuis trop longtemps. Il y a trop d'étrangers ici. » En retour, Maylis, sa copine, s'insurge : « Mais, t'es raciste ! »

Réunis une dernière fois avant de reprendre leur train, les collégiens prennent connaissance des courbes ascendantes des actes de violence raciste, antisémite et antimusulmane de 1992 à 2014, et des notules évoquant les assassinats d'Ibrahim Ali (adolescent tué en février 1995 par des militants du Front national), Brahim Bouarram (Marocain de 30 ans poussé dans la Seine par des militants d'extrême droite en mai 1995) et Ilan Halimi (jeune juif enlevé et torturé par le « gang des barbares » en janvier 2006). « Parler, c'est protéger », conclut Lionel Boulart. Vous pensez que ce n'est plus possible ? Vous avez tous les arguments du contraire. ■

GILLES ROF

Des indicateurs pour alerter les citoyens

Des travaux de la Fondation font état d'une « montée des périls continue depuis 1990 »

Informer et alerter les citoyens sur la montée des périls : telle est la mission que s'est assignée la Fondation du camp des Milles. Partant du constat que de plus en plus de Français sont séduits par les discours identitaires, le conseil scientifique de la Fondation a cherché à diagnostiquer l'évolution de la société française sur vingt-cinq ans.

Huit indicateurs ont été retenus : le chômage des jeunes ; les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) ; la tolérance ; le nombre d'adhérents au Front national et les votes d'extrême gauche aux élections présidentielles (extrémismes politiques) ; les actes racistes ; les atteintes aux personnes ; les crimes et les délits ; les thématiques identitaires et sécuritaires dans les débats parlementaires. Ces données ont servi à fabriquer l'indice d'analyse et d'alerte républicaine et démocratique (AARD).

Les premiers résultats, publiés dans une note de travail, le 14 mars, font état d'une « montée des périls quasiment continue depuis 1990 ». L'indice AARD n'a cessé d'augmenter,

passant de 100 en 1990, à 409 en 2015, avec un accroissement spectaculaire de l'indicateur relatif aux extrémismes politiques entre 2006 et 2011.

Un indice imparfait

La Fondation du camp des Milles en conclut que la société française serait passée d'une étape 1, où des groupes s'organisent pour répondre des idées ainsi que des violences racistes, à une étape 2, au cours de laquelle un basculement institutionnel permet à une minorité de prendre le pouvoir et de mettre en place une législation contraire aux libertés. Le régime devenu autoritaire, voire totalitaire, se retrouve alors pris dans un engrenage qui constitue l'étape 3, où l'on assiste à une extension des persécutions, pouvant conduire au crime de masse. Selon la note de travail, « le passage de l'étape 1 à l'étape 2 aurait été franchi au tournant des années 2000 ».

Cette méthode simple à utiliser peut effectivement servir à alerter les populations. Il est néanmoins regrettable qu'elle soit critiquable

sur le plan scientifique. Difficilement lisible, elle met, par exemple, sur le même plan le chômage des jeunes et les actes racistes.

Elle traite également de la même façon des attentats dont les causes sont multiples, et dont la multiplication devrait donc suivre des modèles très différents. Or la période étudiée a été marquée par la seconde Intifade, les attentats du 11 septembre 2001 et la qualification du président du Front national, Jean-Marie Le Pen, au second tour de l'élection présidentielle de 2002. Ces événements ont influé sur l'augmentation brutale des différents indicateurs. La conclusion est donc risquée.

Alain Chouraqui, président de la Fondation, reconnaît les imperfections de cet indice, sans en minorer les enseignements pour autant : « Il me semble que le plus important est que cet indice confirme que nous sommes socialement proches d'un moment charnière, d'un basculement à partir duquel l'engrenage peut s'accélérer. ■

A. FL.